



2019

Rapport financier

Premier trimestre

30 juin 2018



Sommaire

L'économie canadienne tourne presque à plein régime. Entre les mois de janvier et mars 2018, l'économie a progressé à un taux annualisé de 1,3 % grâce à une croissance des investissements des entreprises. Le taux de chômage canadien demeure relativement bas à 6,0 %, soit très près du niveau le plus bas jamais enregistré. Bien qu'elle continue d'afficher une croissance, la moyenne des salaires hebdomadaires a augmenté plus lentement en avril par rapport aux mois précédents.

Au Canada, les perspectives économiques incertaines ont restreint la Banque du Canada à ne procéder qu'à une seule hausse des taux au premier semestre de 2018, le taux directeur s'établissant à 1,25 % au 30 juin 2018.

L'activité économique mondiale demeure solide, ce qui favorise le secteur canadien des exportations. L'économie américaine devrait croître à un taux annualisé de 2,9 % en 2018. Compte tenu de ce fait et des préoccupations inflationnistes, la Réserve fédérale a haussé son taux directeur à 2 %, creusant l'écart entre les taux d'intérêt américains et canadiens, ce qui a entraîné une dépréciation du huard par rapport au dollar américain.

Les cours des produits de base ont augmenté au dernier trimestre. Plus particulièrement, le prix du pétrole West Texas Intermediate (WTI) a atteint en moyenne 68 \$ US le baril durant le trimestre, en hausse de 7 % par rapport au trimestre précédent. Western Canada Select a connu une hausse de 41 % par rapport au trimestre précédent. Le ralentissement de la production, le retour à la capacité de production normale du pipeline Keystone ainsi qu'une certitude accrue quant à la construction du pipeline Trans Mountain, appartenant désormais au gouvernement du Canada, ont contribué à la hausse des prix.

L'économie canadienne se porte bien et la confiance des entreprises reste bonne, selon la plus récente *Enquête sur les perspectives des entreprises*⁽¹⁾ de la Banque du Canada. Toutefois, deux risques importants pèsent sur l'économie : les tarifs et l'endettement des ménages.

La multiplication des mesures protectionnistes aux États-Unis présente des risques pour l'économie canadienne, étant donné que les États-Unis, qui comptent pour près de 70 % de nos exportations de biens et services, sont le plus grand partenaire commercial du Canada. L'incertitude entourant la renégociation de l'ALENA pourrait également avoir une incidence sur les investissements des entreprises au Canada, quoique la récente enquête menée par la Banque du Canada indique que les intentions d'investissement demeurent optimistes.

Le ratio d'endettement élevé des consommateurs⁽²⁾ reste un risque pour la santé de l'économie canadienne, surtout dans un contexte de hausse des taux d'intérêt.

Les conditions de crédit se sont quelque peu assouplies pour les entreprises au cours du dernier trimestre, selon l'*Enquête auprès des responsables du crédit*⁽³⁾ de la Banque du Canada. Cependant, les conditions de crédit pour les PME sont demeurées les mêmes depuis la fin de 2016.

⁽¹⁾ Banque du Canada. *Enquête sur les perspectives des entreprises – Été 2018*, 29 juin 2018.

⁽²⁾ L'endettement des consommateurs par rapport à leur revenu disponible est très élevé, et atteint 170 % au 31 mars 2018.

⁽³⁾ Banque du Canada. *Enquête auprès des responsables du crédit – 2^e trimestre de 2018*, 29 juin 2018.



En ce qui concerne BDC, le volume d'activité a légèrement ralenti au premier trimestre de l'exercice 2019, comparativement à l'exercice précédent. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, les acceptations de prêts par les clients de Financement⁽¹⁾ ont atteint 2,1 milliards de dollars, comparativement à 2,2 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le portefeuille de prêts de Financement⁽²⁾ atteignait 25,1 milliards de dollars au 30 juin 2018, soit 2,7 % de plus qu'au 31 mars 2018.

En juin, BDC a annoncé s'être associée à Exportation et développement Canada (EDC) en vue de fournir 50 millions de dollars en financement sur deux ans à des entreprises canadiennes de technologie faisant de l'exportation. Dans le cadre de ce partenariat, des entreprises de technologie qui mènent des activités internationales ou qui prévoient le faire pourraient obtenir des prêts allant jusqu'à un million de dollars. Les entreprises qui cherchent à obtenir du financement doivent tirer au moins 50 % de leurs ventes d'exportations ou avoir une stratégie d'exportation que le prêt permettra de soutenir.

Services-conseils a obtenu de bons résultats au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018, réalisant la signature de contrats nets d'une valeur de 7,7 millions de dollars, soit une hausse de 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont également marqué une forte croissance, atteignant 6,3 millions de dollars au premier trimestre de 2019, en hausse de 39 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2018.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018, les clients de Capital de croissance et transfert d'entreprise (CCTE) ont accepté pour 86,5 millions de dollars de prêts, comparativement à 114,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. En raison du niveau élevé d'activité au cours du dernier trimestre de l'exercice 2018, le volume des acceptations a diminué au premier trimestre de l'exercice 2019, comme prévu.

Au premier trimestre de l'exercice 2019, Capital de risque a autorisé pour 39,4 millions de dollars d'investissements, contre 55,1 millions de dollars pour la même période l'an dernier. La baisse des autorisations s'explique principalement par une diminution des investissements indirects.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, BDC a continué d'investir dans des entreprises de technologies propres et a déboursé un montant supplémentaire de 17 millions de dollars, ce qui a porté le montant total investi à 27 millions de dollars au 30 juin 2018.

En juin, le gouvernement du Canada a annoncé la première ronde d'investissement dans le cadre de l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) qui sera gérée par BDC. Tel qu'il a été annoncé dans le budget fédéral de 2017, une somme de 400 millions de dollars sera accordée pour une ICCR visant à accroître la disponibilité de capital de risque aux stades avancés de développement au Canada. Cet investissement servira à mobiliser des capitaux privés jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars. Dans le cadre du premier volet de l'ICCR, des investissements seront effectués dans cinq nouveaux fonds de fonds de grande envergure qui investiront à leur tour dans des fonds de capital de risque à l'échelle nationale.

À compter de l'exercice 2019, le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et la nouvelle ICCR, deux programmes gouvernementaux gérés par BDC, sont désormais présentés dans un même secteur d'activité, soit Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR).

En juin 2018, BDC a versé un dividende de 69,7 millions de dollars à son actionnaire, le gouvernement du Canada.

Au premier trimestre de l'exercice 2019, BDC a affiché un solide résultat net consolidé de 221,0 millions de dollars, comparativement à 145,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Cette progression par rapport à l'exercice 2018 tient en grande partie à la croissance du portefeuille de Financement, aux résultats de Capital de risque et à une hausse de la variation nette de la plus-value latente des placements de PICR.

À compter du premier trimestre de l'exercice 2019, BDC a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et s'est prévalué de l'exemption selon laquelle les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Se reporter à la rubrique « Analyse des résultats financiers » du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur l'incidence financière de l'application du nouveau modèle de dépréciation.

⁽¹⁾ À moins d'indication contraire, Financement exclut Capital de croissance et transfert d'entreprise.

⁽²⁾ Avant correction de valeur pour pertes de crédit.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

BDC est la seule banque qui se consacre uniquement aux entrepreneurs canadiens. Sa mission consiste à soutenir l'entrepreneuriat, plus particulièrement les petites et moyennes entreprises. Comptant plus de 110 centres d'affaires partout au pays, BDC propose aux entreprises des solutions de financement, des investissements et des services-conseils.

Les entrepreneurs qui réussissent contribuent de manière inestimable à l'économie canadienne. Les appuyer relève de l'intérêt national.



Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Rapport de gestion | 6 |
| Contexte du rapport financier trimestriel | 6 |
| Gestion du risque | 6 |
| Analyse des résultats financiers..... | 7 |
| États financiers consolidés | 16 |

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.

Aucun changement important n'a été apporté aux pratiques de BDC en matière de gestion intégrée du risque, et aucun nouveau risque n'a été relevé au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette analyse inclut également, s'il y a lieu, des commentaires à propos des écarts notables par rapport au Plan d'entreprise de BDC pour les exercices 2019 à 2023.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs d'activité : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Services-conseils, division Technologies propres et Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR). À compter de l'exercice 2019, le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et la nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), deux programmes gouvernementaux gérés par BDC, sont désormais présentés dans un même secteur d'activité, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR).

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport.

Résultat net consolidé

| (en millions de dollars) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|---|---------------------------------|--------------|
| | E2019 | E2018 |
| Financement | 163,8 | 129,7 |
| Services-conseils | (11,7) | (12,7) |
| Capital de croissance et transfert d'entreprise | 13,2 | 12,3 |
| Capital de risque | 36,3 | 5,3 |
| Programmes incitatifs pour le capital de risque | 20,0 | 11,0 |
| Division Technologies propres | (0,6) | - |
| Résultat net | 221,0 | 145,6 |
| Résultat net attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 219,0 | 145,7 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 2,0 | (0,1) |
| Résultat net | 221,0 | 145,6 |

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, BDC affiche un solide résultat net consolidé de 221,0 millions de dollars, dont 219,0 millions de dollars sont attribuables à l'actionnaire de BDC et 2,0 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net consolidé de 145,7 millions de dollars enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent, sur lequel une perte nette de 0,1 million de dollars était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.



Cette progression par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie à la croissance du portefeuille de Financement, aux solides résultats de Capital de risque et à une hausse de la variation nette de la plus-value latente des placements de PICR.

Au 30 juin 2018, BDC s'attend à ce que son résultat net consolidé pour l'exercice 2019 atteigne la cible annuelle du résultat net de 560 millions de dollars de son Plan d'entreprise.

Résultat global consolidé

| | Trimestre terminé le 30 juin | |
|---|---------------------------------|--------|
| (en millions de dollars) | E2019 | E2018 |
| Résultat net | 221,0 | 145,6 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net | | |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG | 0,3 | (1,2) |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie | 2,2 | (0,2) |
| Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net | 2,5 | (1,4) |
| Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net | | |
| Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies | 64,8 | (92,5) |
| Autres éléments du résultat global | 67,3 | (93,9) |
| Résultat global total | 288,3 | 51,7 |
| Résultat global total attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 286,3 | 51,8 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 2,0 | (0,1) |
| Résultat global total | 288,3 | 51,7 |

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une forte volatilité en raison des fluctuations du marché.

BDC a comptabilisé 67,3 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2018, ce qui s'explique principalement par la hausse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies et par le rendement plus élevé que prévu des actifs du régime de retraite.

À la suite de la transition à l'IFRS 9, les actifs préalablement classés comme disponibles à la vente sont maintenant présentés comme étant évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG). Ce changement n'a aucune incidence sur l'évaluation de ces actifs financiers.



Résultats de Financement

| (en millions de dollars) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|--------|
| | E2019 | E2018 |
| Produits d'intérêts nets | 296,5 | 266,6 |
| Frais et autres produits | 5,4 | 4,7 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (36,7) | (43,9) |
| Profits (pertes) nets sur les placements | - | (0,2) |
| Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers | 0,4 | 0,7 |
| Incidence nette de la fluctuation des taux de change | (2,8) | (2,2) |
| Résultat avant charges opérationnelles et administratives | 262,8 | 225,7 |
| Charges opérationnelles et administratives | 99,0 | 96,0 |
| Résultat net provenant de Financement | 163,8 | 129,7 |

| En pourcentage du portefeuille moyen | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------|
| | E2019 | E2018 |
| Produits d'intérêts nets | 4,7 | 4,5 |
| Frais et autres produits | 0,1 | 0,1 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (0,6) | (0,8) |
| Profits (pertes) nets sur les placements | - | - |
| Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers | - | - |
| Incidence nette de la fluctuation des taux de change | - | - |
| Résultat avant charges opérationnelles et administratives | 4,2 | 3,8 |
| Charges opérationnelles et administratives | 1,6 | 1,6 |
| Résultat net provenant de Financement | 2,6 | 2,2 |

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net de Financement se chiffre à 163,8 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2019, comparativement à 129,7 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de la rentabilité s'explique principalement par une hausse des produits d'intérêts nets et des frais, qui découle principalement de la forte croissance du portefeuille, et par une diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit, grâce à la bonne performance du portefeuille. Les produits d'intérêts nets et les frais exprimés en pourcentage du portefeuille moyen s'établissent à 4,8 % pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, ce qui représente une augmentation par rapport aux 4,6 % constatés pour la même période l'an dernier.



BDC a adopté l'IFRS 9 au premier trimestre de l'exercice 2019. À la suite de la mise en place du nouveau modèle de dépréciation, BDC a constaté une dotation à la provision pour pertes de crédit sur prêts productifs (prêts en cours et montants non déboursés sur les prêts autorisés) de 9,9 millions de dollars, qui s'explique surtout par la croissance du portefeuille.

Les charges opérationnelles et administratives s'élèvent à 99,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, en hausse par rapport au montant de 96,0 millions de dollars constaté à l'exercice précédent. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives sont restées inchangées par rapport à l'exercice précédent, à 1,6 %.

Résultats de Services-conseils

| (en millions de dollars) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|---|---------------------------------|--------|
| | E2019 | E2018 |
| Produits | 6,3 | 4,5 |
| Charges liées à la prestation ⁽¹⁾ | 4,1 | 3,3 |
| Marge bénéficiaire brute | 2,2 | 1,2 |
| Charges opérationnelles et administratives | 13,9 | 13,9 |
| Perte nette provenant de Services-conseils | (11,7) | (12,7) |

⁽¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre terminé le 30 juin

Les solutions offertes par Services-conseils sont considérées comme un investissement dans les entrepreneurs. Services-conseils a constaté une perte nette de 11,7 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2019, ce qui représente une perte moins importante par rapport à la perte nette de 12,7 millions de dollars constatée pour le même trimestre l'an dernier.

Services-conseils a comptabilisé des produits solides de 6,3 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2019, une hausse de 1,8 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice 2018. La marge bénéficiaire brute, qui s'établit à 2,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, est supérieure à celle de 1,2 million de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent, une hausse surtout attribuable à l'augmentation des produits tirés du Programme direction croissance.

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 13,9 millions de dollars, soit un niveau identique à celui de 2018.



Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

| | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------|
| (en millions de dollars) | E2019 | E2018 |
| Produits nets sur les placements | 33,4 | 25,6 |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | (9,7) | (4,0) |
| Profits (pertes) de change nets | 0,2 | (0,1) |
| Résultat avant charges opérationnelles et administratives | 23,9 | 21,5 |
| Charges opérationnelles et administratives | 10,7 | 9,2 |
| Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise | 13,2 | 12,3 |
| Résultat net attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 11,7 | 12,2 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 1,5 | 0,1 |
| Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise | 13,2 | 12,3 |

| | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------|
| En pourcentage du portefeuille moyen | E2019 | E2018 |
| Produits nets sur les placements | 12,7 | 11,4 |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | (3,7) | (1,8) |
| Profits (pertes) de change nets | 0,1 | (0,1) |
| Résultat avant charges opérationnelles et administratives | 9,1 | 9,5 |
| Charges opérationnelles et administratives | 4,1 | 4,1 |
| Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise | 5,0 | 5,4 |
| Résultat net attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 4,4 | 5,4 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 0,6 | - |
| Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise | 5,0 | 5,4 |



Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net après trois mois atteint 13,2 millions de dollars, comparativement aux 12,3 millions de dollars enregistrés pour la même période de l'exercice 2018. Les résultats du trimestre ont bénéficié de l'augmentation des produits nets sur les placements, essentiellement en raison de la hausse des profits nets réalisés sur les placements.

Après trois mois, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 9,7 millions de dollars, une hausse par rapport aux 4,0 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, l'augmentation de la moins-value de la juste valeur tient à un petit nombre de clients de taille importante et au renversement de la plus-value nette en raison du résultat réalisé.

| (en millions de dollars) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|---|---------------------------------|--------------|
| | E2019 | E2018 |
| Plus(moins)-value nette | (4,2) | (3,8) |
| Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations | (5,5) | (0,2) |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | (9,7) | (4,0) |

Les charges opérationnelles et administratives s'élèvent à 10,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, en hausse par rapport aux 9,2 millions de dollars de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des effectifs en vue de soutenir pleinement la croissance. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives se sont maintenues au même niveau que celles de l'exercice précédent, la recherche d'efficacité restant une priorité pour BDC.

Résultats de Capital de risque

| (en millions de dollars) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------------|
| | E2019 | E2018 |
| Produits (pertes) nets sur les placements | 0,5 | (16,4) |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | 29,2 | 42,6 |
| Profits (pertes) de change nets | 12,6 | (15,0) |
| Résultat avant charges opérationnelles et administratives | 42,3 | 11,2 |
| Charges opérationnelles et administratives | 6,0 | 5,9 |
| Résultat (perte) net provenant de Capital de risque | 36,3 | 5,3 |
| Résultat (perte) net attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 35,8 | 5,5 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 0,5 | (0,2) |
| Résultat (perte) net provenant de Capital de risque | 36,3 | 5,3 |



Trimestre terminé le 30 juin

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, Capital de risque a comptabilisé un solide résultat net de 36,3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 5,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, Capital de risque a enregistré une diminution des radiations et une hausse des profits nets réalisés sur les placements, ce qui explique en grande partie l'augmentation des produits nets sur les placements de 0,5 million de dollars, comparativement à la perte nette de 16,4 millions de dollars enregistrée à l'exercice précédent.

La variation nette de la plus-value latente sur les placements s'est établie à 25,0 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2019, comparativement aux 25,2 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent.

| | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------|
| (en millions de dollars) | E2019 | E2018 |
| Plus(moins)-value nette | 25,0 | 25,2 |
| Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations | 4,2 | 17,4 |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | 29,2 | 42,6 |

Pour le premier trimestre de l'exercice 2019, les profits de change nets sur les placements de 12,6 millions de dollars s'expliquent par les fluctuations du taux de change avec le dollar américain et sont plus élevés que l'an dernier en raison de la vigueur accrue du dollar américain.

Les charges opérationnelles et administratives de 6,0 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2019 sont semblables à celles qui avaient été comptabilisées pour la même période de l'exercice 2018.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital de risque

| | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------|
| (en millions de dollars) | E2019 | E2018 |
| Produits (pertes) nets sur les placements | 0,1 | 0,1 |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | 20,2 | 11,3 |
| Profits (pertes) de change nets | 0,1 | (0,2) |
| Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives | 20,4 | 11,2 |
| Charges opérationnelles et administratives | 0,4 | 0,2 |
| Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital de risque | 20,0 | 11,0 |



Trimestre terminé le 30 juin

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2019, Programmes incitatifs pour le capital de risque a comptabilisé un résultat net de 20,0 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 11,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les très bons résultats de l'exercice 2019 s'expliquent par la variation nette de la plus-value latente des fonds sous-jacents du Plan d'action pour le capital de risque.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, les charges opérationnelles et administratives de 0,4 million de dollars sont légèrement supérieures à celles comptabilisées pour la même période de l'exercice 2018, principalement en raison des charges liées à la nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque.

Résultats de la division Technologies propres

| (\$ in millions) | Trimestre terminé le | |
|--|----------------------|-------|
| | E2019 | E2018 |
| Produits d'intérêts nets et frais | 0,2 | - |
| Charges opérationnelles et administratives | 0,8 | - |
| Perte nette provenant de la division Technologies propres | (0,6) | - |

Trimestre terminé le 30 juin

Pour le premier trimestre de 2019, la division Technologies propres a comptabilisé une perte nette de 0,6 million de dollars, alors que BDC poursuit ses efforts visant l'expansion de ce nouveau secteur d'activité.

Au 30 juin 2018, le portefeuille de la division Technologies propres s'établissait à 27,4 millions de dollars, dont 17,4 millions de dollars étaient constitués de placements de financement subordonné et 10,0 millions de dollars, de placements en capitaux propres.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

À compter du premier trimestre de l'exercice 2019, BDC a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et s'est prévalu de l'exemption selon laquelle les informations comparatives n'ont pas été retraitées. L'application du nouveau modèle de dépréciation a eu pour incidence financière une reprise de 131,7 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit et une augmentation correspondante des bénéfices non distribués à l'ouverture. Se reporter aux notes 3 et 4 des états financiers pour obtenir plus de renseignements sur la transition à l'IFRS 9.

Au 30 juin 2018, le total des actifs de BDC s'établissait à 28,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,0 milliard de dollars par rapport au 31 mars 2018, grâce, en grande partie, à une hausse de 0,7 milliard de dollars du portefeuille de prêts et à la reprise de 131,7 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit à la suite de l'adoption de l'IFRS 9.

Le portefeuille de prêts de 24,5 milliards de dollars représente le principal actif de BDC (portefeuille brut de 25,1 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit de 0,6 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 2,7 % au cours du trimestre terminé le 30 juin 2018, en raison d'un niveau plus normal des activités comparativement au niveau élevé des activités à l'exercice 2018.



Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de financement subordonné et de capital de risque, totalisent 2,8 milliards de dollars, comparativement à 2,7 milliards de dollars au 31 mars 2018. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établit à 534.5 millions de dollars, comparativement à 472.7 millions de dollars au 31 mars 2018.

Les actifs dérivés de 12,1 millions de dollars et les passifs dérivés de 4,2 millions de dollars représentent la juste valeur des instruments financiers dérivés au 30 juin 2018. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a diminué de 4,1 millions de dollars depuis le 31 mars 2018, en raison des positions arrivées à échéance et d'une baisse de la juste valeur.

Au 30 juin 2018, BDC a comptabilisé un actif net au titre des prestations définies de 149,1 millions de dollars lié au régime de retraite agréé, ainsi qu'un passif net au titre des prestations définies de 245,4 millions de dollars pour les autres régimes, ce qui représente un passif net total au titre des prestations définies de 96,3 millions de dollars. Cela représente une baisse de 63,6 millions de dollars par rapport au passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2018. Cette baisse découle principalement des profits sur les réévaluations comptabilisés au premier trimestre de l'exercice 2019. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 8 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisent 672,3 millions de dollars au 30 juin 2018, comparativement à 672,9 millions de dollars au 31 mars 2018. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles s'élèvent à 436,9 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement totalisent 107,9 millions de dollars, en raison des déboursements nets de titres adossés à des créances mobilières, de financement subordonné et des placements de capital de risque. Les activités de financement ont généré 544,2 millions de dollars de flux de trésorerie, en raison essentiellement de l'émission de billets à court terme et de billets à long terme.

Au 30 juin 2018, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 21,2 milliards de dollars d'emprunts et de 7,1 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprennent 20,6 milliards de dollars de billets à court terme et 0,6 milliard de dollars de billets à long terme.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Au 30 juin 2018, le ratio interne de capital de BDC atteignait 136,4 %, dépassant son ratio de capital cible de 134 %, comparativement à 134,7 % au 31 mars 2018.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

| | |
|---|-----------|
| Responsabilité de la direction relativement à l'information financière | 17 |
| État consolidé de la situation financière | 18 |
| État consolidé des résultats..... | 19 |
| État consolidé du résultat global..... | 20 |
| État consolidé des variations des capitaux propres | 21 |
| Tableau consolidé des flux de trésorerie | 22 |
| Notes afférentes aux états financiers consolidés..... | 23 |
| Note 1 <i>Description générale de BDC.....</i> | <i>23</i> |
| Note 2 <i>Base d'établissement.....</i> | <i>23</i> |
| Note 3 <i>Principales méthodes comptables</i> | <i>24</i> |
| Note 4 <i>Adoption de l'IFRS 9</i> | <i>30</i> |
| Note 5 <i>Jugements, estimations et hypothèses comptables importants</i> | <i>31</i> |
| Note 6 <i>Juste valeur des instruments financiers.....</i> | <i>32</i> |
| Note 7 <i>Titres adossés à des créances mobilières.....</i> | <i>35</i> |
| Note 8 <i>Prêts.....</i> | <i>35</i> |
| Note 9 <i>Placements de financement subordonné.....</i> | <i>38</i> |
| Note 10 <i>Placements de capital de risque</i> | <i>39</i> |
| Note 11 <i>Capital social.....</i> | <i>40</i> |
| Note 12 <i>Informations sectorielles</i> | <i>41</i> |
| Note 13 <i>Garanties.....</i> | <i>44</i> |
| Note 14 <i>Transactions entre parties liées</i> | <i>44</i> |



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Michael Denham
Président et chef de la direction

Stefano Lucarelli, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Montréal, Canada
24 juillet 2018



État consolidé de la situation financière

(non audité)

| (en milliers de dollars canadiens) | Notes | 30 juin 2018 | 31 mars 2018 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| ACTIFS | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 672 266 | 672 870 |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG | 7 | 525 920 | 465 216 |
| Prêts | | | |
| Prêts, au coût amorti | 8 | 25 093 498 | 24 432 831 |
| Moins: correction de valeur pour pertes de crédit | 8 | (593 921) | (704 640) |
| Prêts au coût amorti, nets | | 24 499 577 | 23 728 191 |
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | | |
| Actifs dérivés | | 12 067 | 15 357 |
| Titres adossés à des créances mobilières | 7 | 8 613 | 7 479 |
| Placements de financement subordonné | 9 | 1 058 042 | 1 052 352 |
| Placements de capital de risque | 10 | 1 758 437 | 1 663 627 |
| Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | 2 837 159 | 2 738 815 |
| Immobilisations corporelles | | 52 334 | 51 297 |
| Immobilisations incorporelles | | 38 797 | 38 206 |
| Actif net au titre des prestations définies | | 149 149 | 95 303 |
| Autres actifs | | 25 823 | 19 268 |
| Total des actifs | | 28 801 025 | 27 809 166 |
| PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES | | | |
| Passifs | | | |
| Créditeurs et frais courus | | 136 223 | 127 453 |
| Billets à court terme | | 20 605 437 | 20 481 148 |
| Billets à long terme | | 496 510 | - |
| Total des passifs financiers au coût amorti | | 21 238 170 | 20 608 601 |
| Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | | |
| Passifs dérivés | | 4 184 | 3 387 |
| Billets à long terme | | 138 027 | 137 684 |
| Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | 142 211 | 141 071 |
| Passif net au titre des prestations définies | | 245 437 | 255 225 |
| Autres passifs | | 71 764 | 45 066 |
| Total des passifs | | 21 697 582 | 21 049 963 |
| Capitaux propres | | | |
| Capital social | 11 | 2 477 900 | 2 477 900 |
| Surplus d'apport | | 27 778 | 27 778 |
| Bénéfices non distribués | | 4 557 651 | 4 211 785 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | 1 467 | (991) |
| Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC | | 7 064 796 | 6 716 472 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 38 647 | 42 731 |
| Total des capitaux propres | | 7 103 443 | 6 759 203 |
| Total des passifs et des capitaux propres | | 28 801 025 | 27 809 166 |

Garanties (note 13)

Engagements (notes 7, 8, 9 et 10)

Les états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 ont été préparés selon l'IFRS 9. Les chiffres comparatifs pour l'année terminée le 31 mars 2018 n'ont pas été retraités. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 4, *Adoption de l'IFRS 9*.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

| (en milliers de dollars canadiens) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|--|---------------------------------|----------------|
| | 2018 | 2017 |
| Produits d'intérêts | 373 247 | 306 440 |
| Charges d'intérêts | 56 457 | 20 806 |
| Produits d'intérêts nets | 316 790 | 285 634 |
| Profits (pertes) nets réalisés sur les placements | 6 720 | (15 214) |
| Produits de Services-conseils | 6 276 | 4 478 |
| Frais et autres produits | 12 517 | 10 408 |
| Produits nets | 342 303 | 285 306 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (36 709) | (43 915) |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | 39 792 | 49 636 |
| Profits (pertes) de change nets | 10 035 | (17 533) |
| Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers | 456 | 660 |
| Résultat avant charges opérationnelles et administratives | 355 877 | 274 154 |
| Salaires et avantages du personnel | 98 761 | 91 825 |
| Locaux et équipement | 10 864 | 10 175 |
| Autres charges | 25 242 | 26 520 |
| Charges opérationnelles et administratives | 134 867 | 128 520 |
| Résultat net | 221 010 | 145 634 |
| Résultat net attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 218 978 | 145 640 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 2 032 | (6) |
| Résultat net | 221 010 | 145 634 |

Les états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 ont été préparés selon l'IFRS 9. Les chiffres comparatifs pour l'année terminée le 31 mars 2018 n'ont pas été retraités. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 4, *Adoption de l'IFRS 9*.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés et la note 12 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

| (en milliers de dollars canadiens) | Trimestre terminé le 30 juin | |
|---|---------------------------------|----------|
| | 2018 | 2017 |
| Résultat net | 221 010 | 145 634 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net | | |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG | 263 | (1 190) |
| Profits (pertes) nets latents sur les couvertures des flux de trésorerie | 2 473 | - |
| Reclassement au résultat net des pertes (profits) sur les couvertures des flux de trésorerie | (278) | (249) |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie | 2 195 | (249) |
| Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net | 2 458 | (1 439) |
| Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net | | |
| Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies | 64 838 | (92 531) |
| Autres éléments du résultat global | 67 296 | (93 970) |
| Résultat global total | 288 306 | 51 664 |
| Résultat global total attribuable : | | |
| À l'actionnaire de BDC | 286 274 | 51 670 |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 2 032 | (6) |
| Résultat global total | 288 306 | 51 664 |

Les états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 ont été préparés selon l'IFRS 9. Les chiffres comparatifs pour l'année terminée le 31 mars 2018 n'ont pas été retraités. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 4, *Adoption de l'IFRS 9*.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

| (en milliers de dollars canadiens) | Capital social | Surplus d'apport | Bénéfices non distribués | Cumul des autres éléments du résultat global | | | Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|---|----------------|------------------|--------------------------|--|------------------------------------|----------|--|---|----------------------------|
| | | | | Actifs à la JVAERG | Couvertures des flux de trésorerie | Total | | | |
| Solde au 31 mars 2018 | 2 477 900 | 27 778 | 4 211 785 | (4 276) | 3 285 | (991) | 6 716 472 | 42 731 | 6 759 203 |
| Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 au 1 ^{er} avril 2018 ⁽¹⁾ | | | 131 750 | | | | 131 750 | | 131 750 |
| Solde d'ouverture au 1^{er} avril 2018 | 2 477 900 | 27 778 | 4 343 535 | (4 276) | 3 285 | (991) | 6 848 222 | 42 731 | 6 890 953 |
| Résultat global total | | | | | | | | | |
| Résultat net | | | 218 978 | | | | 218 978 | 2 032 | 221 010 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | | |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG | | | | 263 | | 263 | 263 | | 263 |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie | | | | | 2 195 | 2 195 | 2 195 | | 2 195 |
| Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies | | | 64 838 | | | 64 838 | 64 838 | | 64 838 |
| Autres éléments du résultat global | - | - | 64 838 | 263 | 2 195 | 2 458 | 67 296 | - | 67 296 |
| Résultat global total | - | - | 283 816 | 263 | 2 195 | 2 458 | 286 274 | 2 032 | 288 306 |
| Dividendes sur les actions ordinaires | | | (69 700) | | | | (69 700) | | (69 700) |
| Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle | | | | | | | | (6 116) | (6 116) |
| Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres | - | - | (69 700) | - | - | - | (69 700) | (6 116) | (75 816) |
| Solde au 30 juin 2018 | 2 477 900 | 27 778 | 4 557 651 | (4 013) | 5 480 | 1 467 | 7 064 796 | 38 647 | 7 103 443 |
| (en milliers de dollars canadiens) | | | | | | | | | |
| Solde au 31 mars 2017 | 2 413 400 | 27 778 | 3 473 612 | (711) | 3 421 | 2 710 | 5 917 500 | 21 795 | 5 939 295 |
| Résultat global total | | | | | | | | | |
| Résultat net | | | 145 640 | | | | 145 640 | (6) | 145 634 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | | |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG | | | | (1 190) | | (1 190) | (1 190) | | (1 190) |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie | | | | | (249) | (249) | (249) | | (249) |
| Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies | | | (92 531) | | | (92 531) | (92 531) | | (92 531) |
| Autres éléments du résultat global | - | - | (92 531) | (1 190) | (249) | (1 439) | (93 970) | - | (93 970) |
| Résultat global total | - | - | 53 109 | (1 190) | (249) | (1 439) | 51 670 | (6) | 51 664 |
| Dividendes sur les actions ordinaires | | | - | | | | - | | - |
| Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle | | | | | | | | (2 752) | (2 752) |
| Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | (2 752) | (2 752) |
| Solde au 30 juin 2017 | 2 413 400 | 27 778 | 3 526 721 | (1 901) | 3 172 | 1 271 | 5 969 170 | 19 037 | 5 988 207 |

⁽¹⁾ Les états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 ont été préparés selon l'IFRS 9. Les chiffres comparatifs pour l'année terminée le 31 mars 2018 n'ont pas été retraités. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 4, *Adoption de l'IFRS 9*.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

| (en milliers de dollars canadiens) | Trimestre terminé le | |
|---|----------------------|------------------|
| | 2018 | 2017 |
| | 30 juin | |
| Activités opérationnelles | | |
| Résultat net | 221 010 | 145 634 |
| Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets | | |
| Produits d'intérêts | (373 247) | (306 440) |
| Charges d'intérêts | 56 457 | 20 806 |
| Pertes (profits) nets réalisés sur les placements | (6 720) | 15 214 |
| Dotations à la provision pour pertes de crédit | 36 709 | 43 915 |
| Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements | (39 792) | (49 636) |
| Pertes (profits) de change nets latents | (16 845) | 18 056 |
| Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers | 797 | (410) |
| Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges | 1 204 | (1 549) |
| Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles | 4 756 | 3 898 |
| Autres | (10 687) | (8 056) |
| Charges d'intérêts payées | (54 252) | (18 905) |
| Produits d'intérêts reçus | 365 390 | 299 291 |
| Variation des actifs et des passifs opérationnels | | |
| Variation nette des prêts | (628 937) | (614 064) |
| Variation nette des créditeurs et frais courus | 8 770 | 7 969 |
| Variation nette des autres actifs et autres passifs | (1 544) | (5 116) |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles | (436 931) | (449 393) |
| Activités d'investissement | | |
| Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières | (116 171) | (41 068) |
| Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières | 54 828 | 52 034 |
| Décaissements sur les placements de financement subordonné | (73 154) | (106 064) |
| Remboursements sur les placements de financement subordonné | 65 101 | 51 531 |
| Décaissements sur les placements de capital de risque | (76 303) | (100 161) |
| Produits de la vente de placements de capital de risque | 44 197 | 17 955 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (3 259) | (2 376) |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles | (3 125) | (3 535) |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement | (107 886) | (131 684) |
| Activités de financement | | |
| Variation nette des billets à court terme | 125 029 | 610 014 |
| Émission de billets à long terme | 495 000 | - |
| Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle | (6 116) | (2 752) |
| Dividendes versés sur les actions ordinaires | (69 700) | - |
| Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement | 544 213 | 607 262 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (604) | 26 185 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 672 870 | 649 168 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | 672 266 | 675 353 |

Les états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018 ont été préparés selon l'IFRS 9. Les chiffres comparatifs pour l'année terminée le 31 mars 2018 n'ont pas été retraités. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 4, *Adoption de l'IFRS 9*.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services de consultation complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

2.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la Loi sur la gestion des finances publiques, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, à l'exception des changements apportés à la comptabilisation des instruments financiers découlant de l'adoption de l'IFRS 9, Instruments financiers, le 1er avril 2018. L'information comparative pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 n'a pas été retraitée. Pour obtenir toute l'information au sujet de la base d'établissement ainsi que sur les principales méthodes comptables et les jugements, estimations et hypothèses importants liés à l'ancienne norme sur les instruments financiers – IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation –, se reporter à la page 55 à 68 de notre Rapport annuel 2018.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés ont été établis en utilisant les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2019. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés résumés trimestriels ont été approuvés pour publication le 24 juillet 2018 par le conseil d'administration.



3.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 mis à part les nouvelles méthodes comptables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel de 2018 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 54 à 114 de ce rapport.

Instruments financiers

Comptabilisation, décomptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque BDC devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier ainsi que tous les risques et avantages importants connexes sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

Les instruments financiers sont comptabilisés et décomptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. La juste valeur lors de la comptabilisation initiale comprend les coûts de transaction attribués directement à l'acquisition ou à l'émission des instruments financiers, sauf dans le cas des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Classement des instruments financiers – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1er avril 2018)

Actifs financiers

Au moment de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant ultérieurement évalué :

- au coût amorti;
- à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN); ou
- à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG).

Appréciation du modèle économique

Le classement dépend du modèle économique qu'utilise BDC pour gérer ces actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de l'actif financier. Les objectifs du modèle économique sont divisés en trois catégories :

- détenir des actifs financiers uniquement afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- détenir des actifs financiers à la fois pour en percevoir les flux de trésorerie contractuels et pour les vendre;
- gérer des actifs financiers sur la base de la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Un actif financier est évalué au coût amorti s'il répond aux deux conditions ci-après et s'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la JVAERG uniquement s'il répond aux deux conditions ci-après et s'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Tous les autres actifs financiers sont classés comme étant évalués à la JVRN.

BDC peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner irrévocablement un actif financier comme étant évalué à la JVRN même s'il répond aux conditions pour être évalué au coût amorti ou à la JVAERG.

BDC évalue l'objectif d'un modèle économique dans lequel un actif est détenu au niveau du portefeuille afin de mieux refléter la façon dont elle gère ses activités et dont les informations sont communiquées à la direction. Les informations en question comprennent :

- la stratégie d'investissement pour détenir ou vendre les actifs dans le portefeuille et les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle économique;
- les rapports transmis à la direction de BDC et les indicateurs clés utilisés pour évaluer la performance du portefeuille;
- la rémunération des gestionnaires de portefeuille (notamment la question de savoir si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus);
- la fréquence, le volume et le moment auxquels des ventes ont été réalisées au cours des périodes antérieures, les raisons qui ont motivé ces ventes et les attentes quant aux ventes futures.

Évaluation pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts

BDC prend en considération les dispositions contractuelles de l'instrument pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Cette évaluation nécessite notamment d'établir si un actif financier comprend une clause contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, de sorte que l'actif ne respecterait pas cette condition.

Dans le cadre de cette évaluation, BDC tient compte de caractéristiques telles :

- la possibilité que des événements puissent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie;
- des clauses comportant un effet de levier;
- des options de remboursement anticipé ou de prolongation;
- des clauses qui limitent les droits de BDC aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés; et
- des caractéristiques qui influent sur l'appréciation de la valeur temps de l'argent.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Passifs financiers

BDC classe ses passifs financiers comme étant évalués au coût amorti sauf si elle a désigné des passifs comme évalués à la JVRN ou si elle est tenue d'évaluer des passifs à la juste valeur par le biais du résultat net. BDC désigne un passif financier comme étant évalué à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale si cette désignation permet d'éliminer une non-concordance comptable qui, autrement, pourrait découler d'une base d'évaluation différente des actifs ou des passifs.

Une description de la base de chaque désignation est fournie à la section sur les principaux types d'instruments financiers de la présente note.

Évaluation ultérieure des instruments financiers – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1er avril 2018)

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers sont évalués selon le classement de l'instrument financier, soit à la juste valeur ou au coût amorti.

Instruments financiers classés au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements et encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier de manière à obtenir sa valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, BDC estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier. Les produits d'intérêts, les charges d'intérêts et l'amortissement des frais de traitement des prêts sont présentés sous Produits d'intérêts nets dans l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et la variation des profits ou pertes latents est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats sous :

- variation nette de la plus ou moins-value latente sur les placements ou en tant que profits ou pertes de change nets lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers sont inclus directement dans l'état consolidé des résultats et comptabilisés aux postes suivants :

- profits ou pertes nets réalisés sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, à l'exception des pertes de valeur, qui sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle il a été établi que l'actif avait subi une dépréciation.

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

L'évaluation ultérieure des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net est semblable à celle des instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Dépréciation – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1er avril 2018)

Une correction de valeur pour pertes de crédit attendues est établie à l'égard des actifs financiers suivants qui ne sont pas évalués à la JVRN :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Comptes à recevoir
- Titres adossés à des créances mobilières (TACM) de qualité de premier rang
- Prêts
- Engagements en matière de prêts et TACM

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les pertes sur prêts attendues dans le portefeuille à la date de présentation de l'information financière en fonction d'un modèle prospectif et est établie individuellement.

Conformément à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est évaluée selon un modèle de dépréciation en trois étapes :

- i. Étape 1 – pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir si le risque de crédit n'augmente pas de manière importante depuis la comptabilisation initiale;
- ii. Étape 2 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le risque de crédit augmente de manière importante depuis la comptabilisation initiale et que le prêt n'est pas considéré comme étant déprécié;
- iii. Étape 3 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le prêt est considéré comme étant déprécié.

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues fournit une estimation reposant sur des pondérations probabilistes, qui intègre des informations prospectives représentant trois scénarios macroéconomiques. L'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit est fondée sur la variation de la probabilité de défaillance prospective sur la durée de vie du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Au moment de la transition à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est calculée selon les montants déboursés et non déboursés des prêts autorisés et des titres adossés à des créances mobilières de qualité de premier rang. La correction de valeur pour les montants déboursés est comptabilisée en diminution des actifs, tandis que la correction de valeur pour les montants non déboursés est comptabilisée à titre d'autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

Définition de la défaillance

Conformément à la politique en matière de gestion du risque de crédit de BDC, un actif financier est considéré comme étant déprécié et passe à l'étape 3 en cas de défaut de paiement pendant trois mois consécutifs ou en cas d'événements défavorables jugés graves et probablement irrémédiables, de sorte que BDC ne peut plus s'attendre à percevoir la totalité des flux de trésorerie futurs attendus.

Politique de radiation

Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque BDC a épuisé tous les recours possibles pour obtenir un recouvrement auprès de l'emprunteur et du garant et qu'aucune valeur n'est attendue à la suite de la réalisation d'une sûreté.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Principaux types d'instruments financiers

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie comprennent les billets bancaires à court terme dont l'échéance est de moins de trois mois à la date initiale d'acquisition et qui sont utilisés pour gérer le risque de liquidité.

Les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti.

Les équivalents de trésorerie font l'objet d'un suivi au quotidien pour déterminer le risque de crédit lié à la contrepartie en faisant appel à des agences de notation externes. Au 30 juin 2018, les équivalents de trésorerie sont considérés comme ayant un faible risque de crédit en fonction des notations externes des contreparties de A à AA. La mesure de simplification dans les cas où le risque de crédit est faible est utilisée et la dépréciation des équivalents de trésorerie est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Titres adossés à des créances mobilières

Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) est composé de billets de qualité de premier rang ou subordonnés, émis par voie de placement privé.

Les TACM de qualité de premier rang sont classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et les billets TACM subordonnés sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans la mesure où ils font l'objet de rapports à la direction et sont évalués par celle-ci sur la base de la juste-valeur. Les TACM présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

La juste valeur des TACM est calculée au moyen des flux de trésorerie prévus et d'une courbe de taux de rendement estimative découlant de la courbe des taux de rendement relatifs aux titres émis par le gouvernement canadien et de l'écart de taux des TACM pour des transactions comparables. Le résultat est ajusté en fonction du risque lié aux actifs sous-jacents et de la structure de la transaction.

Conformément à l'IFRS 9, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction du portefeuille de billets de qualité de premier rang déboursés et non déboursés puisqu'ils sont classés comme étant évalués à la JVAERG. Aucune dépréciation n'est calculée sur les billets subordonnés puisqu'ils sont classés à la JVRN. Au moment de la transition à l'IFRS 9, tous les billets de qualité de premier rang sont considérés comme ayant un faible risque de crédit, de sorte que la mesure de simplification en pareil cas est utilisée et la dépréciation est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. Le risque de crédit des billets TACM est surveillé chaque trimestre à l'aide d'une méthode de classification interne des cotes de risque de crédit.

Prêts

Les prêts sont classés et évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

BDC examine son portefeuille de prêts afin d'évaluer, pour chacun des actifs pris individuellement, le risque de crédit à l'aide du modèle de dépréciation en trois étapes et détermine s'il existe une indication objective de dépréciation pour laquelle il faudrait comptabiliser une perte dans l'état consolidé des résultats. Pour BDC, il y a indication objective de dépréciation lorsque le remboursement de l'intérêt ou du principal du prêt est en retard depuis au moins trois mois consécutifs ou s'il y a une raison de croire qu'une partie du principal ou de l'intérêt ne pourra être recouvrée.

Lorsqu'un prêt est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à la valeur actualisée de ses flux de trésorerie futurs estimés actualisés i) au taux d'intérêt effectif initial du prêt pour les prêts à taux fixe ou ii) au taux en vigueur au moment de la dépréciation pour les prêts à taux flottant. Lorsque le montant des flux de trésorerie ne peut être déterminé de manière raisonnable, la juste valeur estimative de tout bien donné en garantie est utilisée, que la saisie soit probable ou non.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les valeurs comptables des prêts douteux sont d'abord diminuées par le biais du compte de correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les prêts sont ensuite radiés quand tous les efforts de recouvrement ont été épuisés et qu'il n'existe plus de probabilités de recouvrement. Les montants des pertes de valeur initiales ainsi que toute augmentation ou tout renversement ultérieur de ces pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues.

Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer le montant de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, se reporter à la note 5, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

Placements de financement subordonné et de capital de risque

Lors de la comptabilisation initiale, les placements de financement subordonné et de capital de risque sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné qu'ils font partie d'un portefeuille qui fait l'objet de rapports à la direction et qui est évalué par celle-ci sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques et d'investissement. Au moment de la transition à l'IFRS 9, les montants non déboursés des placements de financement subordonné ont été désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour éviter une non-concordance comptable entre les placements non déboursés et les autres placements en cours évalués à la JVRN.

Le processus de BDC pour l'évaluation de la juste valeur des placements de financement subordonné et de capital de risque s'inspire de directives internationales intitulées « International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ». Selon le type de placements qu'elle évalue, BDC utilise soit i) des méthodologies d'évaluation fondées sur le marché, comme le cours du marché ou le prix de placements similaires et récents, soit ii) la méthode fondée sur le bénéfice ou les flux de trésorerie actualisés, ou iii) la méthode de la liquidation ou la méthode reposant sur l'actif. Ces justes valeurs sont mises à jour au moins deux fois par an par des évaluateurs internes, puis sont revues par un comité de révision des évaluations, dont un membre externe est expert en évaluation d'entreprise. Le PACR comprend des opérations de fonds de fonds qui permettent à certains autres commanditaires de recevoir un rendement préférentiel sur le coût initial de leur investissement, des appels de fonds ultérieurs et une préférence dans les distributions. L'incidence de ces modalités est prise en compte dans le calcul de la juste valeur par l'application d'un ajustement à la valeur liquidative attribuée à chaque fonds.



4. Adoption de l'IFRS 9

Le tableau qui suit résume l'incidence de la transition à l'IFRS 9, le 1er avril 2018, sur le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de BDC.

| | Classement et base d'évaluation | | Rapprochement des valeurs comptables | | |
|--|-----------------------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------|----------------------------------|
| | Initiale (IAS 39) | Nouvelle (IFRS 9) | Au 31 mars 2018 (IAS 39) | Réévaluation | Au 1er avril 2018 (IFRS 9) |
| ACTIFS | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | Prêts et créances | Coût amorti | 672 870 | - | 672 870 |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG | Disponibles à la vente | JVAERG | 465 216 | - | 465 216 |
| Prêts | Prêts et créances | Coût amorti | | | |
| Prêts, au coût amorti | | | 24 432 831 | 21 244 | 24 454 075 |
| Moins: correction de valeur pour pertes de crédit | | | (704 640) | 132 193 | (572 447) |
| Prêts au coût amorti, nets | | | 23 728 191 | 153 437 | 23 881 628 |
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | |
| Actifs dérivés | Détenus à des fins de transaction | JVRN | 15 357 | - | 15 357 |
| Titres adossés à des créances mobilières | JVRN (Désignés) ⁽¹⁾ | JVRN | 7 479 | - | 7 479 |
| Placements de financement subordonné | JVRN (Désignés) ⁽¹⁾ | JVRN | 1 052 352 | - | 1 052 352 |
| Placements de capital de risque | JVRN (Désignés) ⁽¹⁾ | JVRN | 1 663 627 | - | 1 663 627 |
| Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | | 2 738 815 | - | 2 738 815 |
| Autres actifs | Prêts et créances | Coût amorti | 204 074 | - | 204 074 |
| Total des actifs | | | 27 809 166 | 153 437 | 27 962 603 |
| PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES | | | | | |
| Passifs | | | | | |
| Créditeurs et frais courus | Passifs financiers | Coût amorti | 127 453 | - | 127 453 |
| Billets à court terme | Passifs financiers | Coût amorti | 20 481 148 | - | 20 481 148 |
| Billets à long terme | Passifs financiers | Coût amorti | - | - | - |
| Total des passifs financiers au coût amorti | | | 20 608 601 | - | 20 608 601 |
| Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | |
| Passifs dérivés | Détenus à des fins de transaction | JVRN | 3 387 | - | 3 387 |
| Billets à long terme | JVRN (Désignés) | JVRN (Désignés) | 137 684 | - | 137 684 |
| Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | | 141 071 | - | 141 071 |
| Autres passifs | Passifs financiers | Coût amorti | 300 291 | 21 687 | 321 978 |
| Total des passifs | | | 21 049 963 | 21 687 | 21 071 650 |
| Capitaux propres | | | | | |
| Capital social | | | 2 477 900 | - | 2 477 900 |
| Surplus d'apport | | | 27 778 | - | 27 778 |
| Bénéfices non distribués | | | 4 211 785 | 131 750 | 4 343 535 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | | (991) | - | (991) |
| Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC | | | 6 716 472 | 131 750 | 6 848 222 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | | 42 731 | - | 42 731 |
| Total des capitaux propres | | | 6 759 203 | 131 750 | 6 890 953 |
| Total des passifs et des capitaux propres | | | 27 809 166 | 153 437 | 27 962 603 |

⁽¹⁾ Les placements autres que les prêts détenus par BDC satisfont aux critères de classement obligatoire dans la classe d'évaluation à la JVRN puisque les flux de trésorerie contractuels de ces placements ne sont pas uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Avant l'adoption de l'IFRS 9, ces placements étaient désignés comme étant à la JVRN étant donné que BDC les gérait sur la base de leur juste valeur conformément à une stratégie documentée d'investissement. La transition à l'IFRS 9, le 1er avril 2018, n'a eu aucune incidence sur les bénéfices non distribués.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre la correction de valeur pour pertes de crédit à la date de clôture conformément à l'IAS 39, soit au 31 mars 2018, et la correction de valeur pour pertes de crédit à la date d'ouverture déterminée selon l'IFRS 9, soit au 1er avril 2018.

| | Correction de valeur pour pertes de crédit au 31 mars 2018 (IAS 39) | Remeasurement | Correction de valeur pour pertes de crédit au 1er avril 2018 (IFRS 9) |
|----------------|--|---------------|--|
| Prêts | 704 640 | (132 193) | 572 447 |
| Autres passifs | - | 21 687 | 21 687 |
| Total | 704 640 | (110 506) | 594 134 |



5.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels résumés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, estimations et hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels sont résumées dans la présente note. Pour obtenir l'information complète sur les jugements, estimations et hypothèses comptables importants, se référer à la page 66 du Rapport annuel 2018.

Estimations et hypothèses

Correction de valeur pour pertes de crédit attendues – estimations et hypothèses applicables au moment de la transition à l'IFRS 9 (1er avril 2018)

La correction de valeur pour pertes de crédit selon l'IFRS 9 représente l'estimation par la direction des pertes attendues dans le portefeuille de prêts à la date de présentation de l'information financière, laquelle est déterminée actif par actif, intègre des informations prospectives et est fondée sur des pondérations probabilistes tirées de différents scénarios économiques.

BDC examine ses prêts individuellement pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée. Ce processus exige que BDC pose des hypothèses et des jugements en procédant notamment à l'évaluation des possibilités de défaut et des risques que présente un prêt et à l'estimation des flux de trésorerie futurs et de la valeur des garanties.

Au moment de la transition à l'IFRS 9, les prêts dépréciés sont réputés être à l'étape 3. Tous les autres prêts sont réputés se trouver à l'étape 1 ou à l'étape 2 s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit. Si la hausse du risque de crédit n'est plus considérée comme étant importante, les prêts sont transférés à l'étape 1 et si les prêts ne sont plus considérés comme étant dépréciés, ils sont transférés à l'étape 1 ou à l'étape 2. Les hypothèses utilisées pour déterminer s'il y a une hausse importante du risque de crédit comprennent une augmentation importante de la probabilité de défaillance attendue pour la durée de vie depuis la création, les prêts qui sont en souffrance depuis 30 jours ou les prêts sous surveillance. La superposition de facteurs qualitatifs aux fins de gestion peut également être pratiquée, au besoin, pour tenir compte des prêts dont le risque a augmenté de manière importante. Les pertes de crédit attendues sont calculées pour chaque exposition, en prenant en compte la probabilité de défaillance prospective, la perte en cas de défaillance et l'exposition en cas de défaillance de l'instrument financier. L'IFRS 9 exige que les conditions économiques actuelles et à venir utilisées dans les différents scénarios soient prises en compte pour déterminer s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes attendues. BDC utilise trois scénarios prospectifs qui sont fondés sur des pondérations probabilistes. Le « scénario de base » représente le scénario le plus probable compte tenu des conditions économiques actuelles et prospectives, tandis que le scénario « optimiste » ou le scénario « pessimiste » diffèrent du scénario de base puisqu'ils se fondent sur des conditions économiques plausibles. L'utilisation des informations prospectives exige que la direction exerce son jugement.

Des changements apportés à ces hypothèses ou l'utilisation d'autres jugements raisonnables peuvent affecter le montant de la correction de valeur d'une manière appréciable. Pour de plus amples renseignements sur la correction de valeur pour pertes de crédit, se reporter à la note 8, *Prêts*.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs (cours cotés sur un marché ou cours offerts par un courtier, par exemple), elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation de flux de trésorerie.

Les données utilisées pour ces modèles, comme les courbes de taux d'intérêt, le cours des actions, les prix et les rendements des devises, la volatilité des hypothèses sous-jacentes et les corrélations entre les données, proviennent de marchés observables, quand cela est possible. Sinon, il faut exercer un certain jugement pour établir les justes valeurs.

Ce jugement porte notamment sur l'évaluation des données telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu par niveau de risque et les projections pondérées des flux de trésorerie. Tout changement à ces données peut avoir une incidence sur la juste valeur comptabilisée des instruments financiers. Pour de plus amples renseignements sur les techniques d'évaluation utilisées pour chaque type d'instrument financier, se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables*, et pour en savoir plus sur les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, se reporter à la note 6, *Juste valeur des instruments financiers*.

Relations de couverture admissibles

BDC a cessé la comptabilité de couverture le 31 mars 2018. Avant cette date, pour désigner des instruments financiers dans des relations de couverture admissibles, BDC a déterminé qu'elle s'attend à ce que les couvertures soient hautement efficaces pendant la période de la relation de couverture. Pour comptabiliser des dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie, BDC a déterminé que le risque couvert est associé à des flux de trésorerie futurs hautement probables.

6.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1—Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2—Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement; et
- Niveau 3—Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 ni entre le niveau 2 et le niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

| | Évaluation de la juste valeur selon le | | | 30 juin 2018 Juste valeur totale |
|---|--|----------|-----------|---|
| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | |
| Actifs | | | | |
| Actifs dérivés | | 12 067 | | 12 067 |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG | | 525 920 | | 525 920 |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN | | 8 613 | | 8 613 |
| Placements de financement subordonné | 2 364 | | 1 055 678 | 1 058 042 |
| Placements de capital de risque | 145 358 | | 1 613 079 | 1 758 437 |
| | 147 722 | 546 600 | 2 668 757 | 3 363 079 |
| Passifs | | | | |
| Passifs dérivés | | 4 184 | | 4 184 |
| Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN | | 138 027 | | 138 027 |
| | - | 142 211 | - | 142 211 |

| | Évaluation de la juste valeur selon le | | | 31 mars 2018 Juste valeur totale |
|---|--|----------|-----------|---|
| | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | |
| Actifs | | | | |
| Actifs dérivés | | 15 357 | | 15 357 |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG | | 465 216 | | 465 216 |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN | | 7 479 | | 7 479 |
| Placements de financement subordonné | 1 900 | | 1 050 452 | 1 052 352 |
| Placements de capital de risque | 149 850 | | 1 513 777 | 1 663 627 |
| | 151 750 | 488 052 | 2 564 229 | 3 204 031 |
| Passifs | | | | |
| Passifs dérivés | | 3 387 | | 3 387 |
| Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN | | 137 684 | | 137 684 |
| | - | 141 071 | - | 141 071 |

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

| | 30 juin 2018 | | |
|---|--|---------------------------------------|------------------|
| | Placements de financement subordonné | Placements de capital de risque | Total |
| Juste valeur au 1 ^{er} avril 2018 | 1 050 452 | 1 513 777 | 2 564 229 |
| Profits (pertes) nets réalisés sur les placements | 6 965 | (245) | 6 720 |
| Variation nette de la plus(moins)-value | | | |
| latente sur les placements | (10 146) | 56 943 | 46 797 |
| Profits (pertes) de change nets | | | |
| latents sur les placements | - | 9 643 | 9 643 |
| Décassements sur les placements | 73 154 | 76 303 | 149 457 |
| Remboursements sur les placements et autres | (64 747) | (43 342) | (108 089) |
| Transferts du niveau 3 vers le niveau 1 | - | - | - |
| Juste valeur au 30 juin 2018 | 1 055 678 | 1 613 079 | 2 668 757 |

| | 31 mars 2018 | | |
|---|--|---------------------------------------|------------------|
| | Placements de financement subordonné | Placements de capital de risque | Total |
| Juste valeur au 1 ^{er} avril 2017 | 859 043 | 1 303 779 | 2 162 822 |
| Profits (pertes) nets réalisés sur les placements | 3 472 | (23 909) | (20 437) |
| Variation nette de la plus(moins)-value | | | |
| latente sur les placements | 1 409 | 225 894 | 227 303 |
| Profits (pertes) de change nets | | | |
| latents sur les placements | - | (17 094) | (17 094) |
| Décassements sur les placements | 401 332 | 246 072 | 647 404 |
| Remboursements sur les placements et autres | (211 582) | (124 262) | (335 844) |
| Transferts du niveau 3 vers le niveau 1 | (3 222) | (96 703) | (99 925) |
| Juste valeur au 31 mars 2018 | 1 050 452 | 1 513 777 | 2 564 229 |

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



7.

Titres adossés à des créances mobilières

| | 30 juin 2018 | 31 mars 2018 |
|---|-----------------|-----------------|
| Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | |
| Montant nominal | 529 933 | 469 492 |
| Plus(moins)-valeur cumulative de la juste valeur | (4 013) | (4 276) |
| Valeur comptable | 525 920 | 465 216 |
| Rendement | 2,34% | 2,19% |
| Juste valeur par le biais du résultat net | | |
| Montant nominal | 8 653 | 7 543 |
| Plus(moins)-valeur cumulative de la juste valeur | (40) | (64) |
| Valeur comptable | 8 613 | 7 479 |
| Rendement | 7,81% | 7,79% |
| Titres adossés à des créances mobilières | 534 533 | 472 695 |

Aucun titre adossé à des créances mobilières n'a subi de perte de valeur au 30 juin 2018 ni au 31 mars 2018. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit n'a été comptabilisée au 30 juin 2018.

Les montants non déboursés sur les titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissent à 367 000 \$ au 30 juin 2018 (403 000 \$ au 31 mars 2018).

8.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

| | Moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Valeur comptable brute totale | Correction de valeur pour pertes de crédit | Valeur comptable nette totale |
|------------------------------|----------------|------------------|-------------------|-------------------------------------|--|-------------------------------------|
| Productifs | 342 986 | 2 878 142 | 21 050 397 | 24 271 525 | (268 399) | 24 003 126 |
| Douteux | 18 125 | 132 278 | 671 570 | 821 973 | (325 522) | 496 451 |
| Prêts au 30 juin 2018 | 361 111 | 3 010 420 | 21 721 967 | 25 093 498 | (593 921) | 24 499 577 |

| | Moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Montant brut total | Provision collective cumulée | Provision individuelle cumulée | Provision cumulée totale | Montant net total |
|------------------------------|----------------|------------------|-------------------|-----------------------|------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|----------------------|
| Productifs | 278 952 | 2 817 245 | 20 566 062 | 23 662 259 | (411 000) | - | (411 000) | 23 251 259 |
| Douteux | 23 534 | 118 748 | 628 290 | 770 572 | - | (293 640) | (293 640) | 476 932 |
| Prêts au 31 mars 2018 | 302 486 | 2 935 993 | 21 194 352 | 24 432 831 | (411 000) | (293 640) | (704 640) | 23 728 191 |

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

| | 30 juin 2018 | | | |
|--|--|----------------|----------------|----------------|
| | Correction de valeur pour pertes de crédit attendues | | | |
| | Étape 1 | Étape 2 | Étape 3 | Total |
| Solde au 1^{er} avril 2018 | 110 259 | 147 304 | 314 884 | 572 447 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | | | | |
| Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾ | 16 750 | (15 833) | (917) | - |
| Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾ | (9 052) | 21 788 | (12 736) | - |
| Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾ | (380) | (6 075) | 6 455 | - |
| Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit ⁽²⁾ | (19 342) | 6 781 | 36 365 | 23 804 |
| Actifs financiers remboursés en totalité ⁽³⁾ | (3 110) | (4 611) | (4 751) | (12 472) |
| Nouveaux actifs financiers créés | 19 162 | 4 681 | - | 23 843 |
| Modifications des paramètres des modèles ou des risques ⁽⁴⁾ | - | - | - | - |
| Radiations | - | - | (19 693) | (19 693) |
| Recouvrements | - | - | 3 913 | 3 913 |
| Variation des taux de change et autres | 29 | 48 | 2 002 | 2 079 |
| Solde au 30 juin 2018 | 114 316 | 154 083 | 325 522 | 593 921 |

⁽¹⁾ Représente la variation du solde d'ouverture de la correction de valeur pour pertes de crédit en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attribuable aux changements du risque de crédit des prêts, aux changements des données des modèles et des hypothèses, et aux remboursements partiels.

⁽³⁾ Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit en raison des prêts qui ont été entièrement remboursés.

⁽⁴⁾ Aucun changement n'a été apporté aux modèles au cours de la période.

| | 31 mars 2018 |
|---|-----------------|
| Solde au 1 ^{er} avril 2017 | 696 882 |
| Radiations | (138 241) |
| Effet de l'actualisation | (16 363) |
| Recouvrements et autres | 8 823 |
| | 551 101 |
| Dotation à la provision pour pertes sur prêts | 153 539 |
| Solde au 31 mars 2018 | 704 640 |

Concentrations du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissent à 3 139 424 \$ au 30 juin 2018 (660 385 \$ à taux fixe et 2 479 039 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré est de 5,0 % sur les engagements relatifs aux prêts (5,0 % au 31 mars 2018).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les montants des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés par région et par secteur d'activité.

| | 30 juin 2018 | | 31 mars 2018 | |
|--------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Répartition géographique | Prêt en cours | Engagements | Prêts en cours | Engagements |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 887 196 | 51 124 | 877 891 | 65 037 |
| Île-du-Prince-Édouard | 72 242 | 8 161 | 70 651 | 10 729 |
| Nouvelle-Écosse | 601 978 | 67 447 | 562 650 | 78 644 |
| Nouveau-Brunswick | 483 413 | 35 204 | 494 334 | 39 447 |
| Québec | 8 006 838 | 914 640 | 7 658 985 | 877 635 |
| Ontario | 6 861 656 | 891 397 | 6 689 723 | 841 715 |
| Manitoba | 700 895 | 84 193 | 726 386 | 132 416 |
| Saskatchewan | 794 980 | 53 125 | 800 563 | 50 501 |
| Alberta | 3 570 342 | 547 289 | 3 545 959 | 523 994 |
| Colombie-Britannique | 2 961 046 | 478 854 | 2 855 772 | 461 037 |
| Yukon | 109 624 | 4 642 | 108 548 | 3 561 |
| Territoires du Nord-Ouest et Nunavut | 43 288 | 3 348 | 41 369 | 2 820 |
| Prêts | 25 093 498 | 3 139 424 | 24 432 831 | 3 087 536 |

| | 30 juin 2018 | | 31 mars 2018 | |
|-------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Répartition par secteur d'activités | Prêts en cours | Engagements | Prêts en cours | Engagements |
| Fabrication | 5 741 465 | 892 349 | 5 611 342 | 828 926 |
| Commerce de gros et de détail | 4 676 782 | 447 766 | 4 579 060 | 440 197 |
| Industries de services | 3 505 530 | 384 691 | 3 438 475 | 392 878 |
| Tourisme | 3 187 980 | 353 042 | 3 046 763 | 414 777 |
| Immeubles commerciaux | 2 714 459 | 221 574 | 2 674 608 | 155 636 |
| Construction | 1 939 781 | 254 510 | 1 903 043 | 231 517 |
| Transport et entreposage | 1 446 452 | 158 462 | 1 386 700 | 168 158 |
| Ressources | 1 085 584 | 264 759 | 1 018 978 | 285 659 |
| Autres | 795 465 | 162 271 | 773 862 | 169 788 |
| Prêts | 25 093 498 | 3 139 424 | 24 432 831 | 3 087 536 |

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs.

| | 30 juin 2018 | | | |
|---|--|--------------|----------|---------------|
| | Correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements | | | |
| | Étape 1 | Étape 2 | Étape 3 | Total |
| Solde au 1 ^{er} avril 2018 | 16 320 | 5 367 | - | 21 687 |
| Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit | (300) | 868 | - | 568 |
| Augmentation (diminution) nette des engagements | 1 650 | (3 176) | - | (1 526) |
| Solde au 30 juin 2018 | 17 670 | 3 059 | - | 20 729 |

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



9.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

| | Moins d'un an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | Coût total | Juste valeur totale |
|-----------------|---------------|--------------|---------------|------------|---------------------|
| Au 30 juin 2018 | 100 876 | 740 304 | 263 683 | 1 104 863 | 1 058 042 |
| Au 31 mars 2018 | 94 090 | 717 299 | 278 101 | 1 089 490 | 1 052 352 |

Concentrations du total des placements de financement subordonné et des montants non déboursés sur les placements autorisés

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissent à 115 749 \$ au 30 juin 2018 (41 427 \$ à taux fixe et 74 322 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) est de 10,0 % sur les engagements relatifs aux placements (10,0 % au 31 mars 2018).

Les tableaux suivants présentent les montants des placements en cours et des montants non déboursés sur les placements autorisés par région et par secteur d'activité.

| Répartition géographique | 30 juin 2018 | | | 31 mars 2018 | | |
|---|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|
| | Juste valeur | Coût | Engagements | Juste valeur | Coût | Engagements |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 5 964 | 11 219 | 1 484 | 5 439 | 10 694 | 374 |
| Nouvelle-Écosse | 13 329 | 16 354 | 790 | 13 227 | 16 260 | 1 000 |
| Nouveau-Brunswick | 25 096 | 23 886 | 200 | 23 353 | 22 122 | 4 200 |
| Québec | 417 081 | 433 240 | 31 416 | 413 215 | 422 895 | 27 721 |
| Ontario | 369 372 | 374 799 | 67 229 | 356 729 | 362 113 | 62 112 |
| Manitoba | 5 777 | 5 851 | - | 7 382 | 5 864 | - |
| Saskatchewan | 47 186 | 49 632 | 1 100 | 46 111 | 48 557 | 1 100 |
| Alberta | 88 917 | 104 818 | 7 430 | 103 504 | 117 849 | 3 437 |
| Colombie-Britannique | 80 178 | 79 938 | 6 100 | 78 181 | 77 941 | 8 500 |
| Yukon | 530 | 553 | - | 542 | 565 | - |
| Territoires du Nord-Ouest et Nunavut | 4 612 | 4 573 | - | 4 669 | 4 630 | - |
| Placements de financement subordonné | 1 058 042 | 1 104 863 | 115 749 | 1 052 352 | 1 089 490 | 108 444 |

| Répartition par secteur d'activité | 30 juin 2018 | | | 31 mars 2018 | | |
|---|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|
| | Juste valeur | Coût | Engagements | Juste valeur | Coût | Engagements |
| Fabrication | 313 083 | 329 967 | 53 338 | 316 080 | 329 636 | 44 948 |
| Industries de services | 282 675 | 292 704 | 32 299 | 283 565 | 291 641 | 27 895 |
| Commerce de gros et de détail | 207 498 | 217 173 | 14 828 | 203 862 | 212 427 | 14 784 |
| Industries de l'information | 67 626 | 67 827 | 8 827 | 58 201 | 58 124 | 7 450 |
| Construction | 67 318 | 66 930 | 3 700 | 66 390 | 65 418 | 6 200 |
| Ressources | 44 057 | 62 968 | 350 | 49 906 | 69 166 | 1 767 |
| Transport et entreposage | 26 876 | 30 782 | 1 500 | 26 298 | 30 454 | 2 650 |
| Tourisme | 13 468 | 13 773 | 907 | 8 562 | 8 867 | 2 750 |
| Services éducatifs | 8 125 | 7 974 | - | 8 307 | 8 157 | - |
| Autres | 27 316 | 14 765 | - | 31 181 | 15 600 | - |
| Placements de financement subordonné | 1 058 042 | 1 104 863 | 115 749 | 1 052 352 | 1 089 490 | 108 444 |



10.

Placements de capital de risque

Par l'intermédiaire de ses secteurs Capital de risque (CR) et Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque.

Le secteur CR est axé principalement sur les entreprises technologiques à un stade précoce et à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Le PICR regroupe deux initiatives fédérales : le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars pour accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire, et directement dans des sociétés partout au Canada. Le PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées.

L'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.

Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Les tableaux suivants présentent les montants des placements en cours et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

| Type de placement | 30 juin 2018 | | | 31 mars 2018 | | |
|--|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|
| | Juste valeur | Coût | Engagements | Juste valeur | Coût | Engagements |
| Placements directs | 789 008 | 577 891 | 24 637 | 726 227 | 544 303 | 31 442 |
| Fonds ⁽¹⁾ | 969 429 | 740 946 | 318 717 | 937 400 | 741 818 | 346 600 |
| Placements de capital de risque | 1 758 437 | 1 318 837 | 343 354 | 1 663 627 | 1 286 121 | 378 042 |

⁽¹⁾Inclus dans les montants ci-hauts, la juste valeur des investissements du PICR, qui sont tous des investissements relatifs au PACR, est de 422 879 \$ et leur coût est de 365 281 \$ au 30 juin 2018 (400 516 \$ et 363 269 \$, respectivement, au 31 mars 2018). Au 30 juin, 2018, BDC investissait dans 70 fonds à travers le secteur CR et 8 fonds à travers le secteur PICR (70 fonds et 8 fonds, respectivement, au 31 mars 2018).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Concentrations du total des placements de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

| Répartition par secteur d'activité | 30 juin 2018 | | | 31 mars 2018 | | |
|--|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|
| | Juste valeur | Coût | Engagements | Juste valeur | Coût | Engagements |
| Industries de l'information | 334 588 | 239 235 | 11 001 | 303 064 | 232 627 | 10 962 |
| Biotechnologie et pharmacologie | 170 048 | 85 151 | 5 211 | 174 424 | 85 288 | 3 150 |
| Industriel | 65 724 | 17 234 | 559 | 57 747 | 15 197 | - |
| Électronique | 59 005 | 60 754 | 3 561 | 54 064 | 56 141 | 3 570 |
| Communications | 58 099 | 61 052 | 1 573 | 47 867 | 51 565 | 1 080 |
| Énergie | 43 428 | 45 394 | - | 33 258 | 35 394 | 10 000 |
| Médecine et soins de santé | 29 258 | 53 883 | 2 732 | 28 810 | 53 883 | 2 680 |
| Autres | 28 858 | 15 188 | - | 26 993 | 14 208 | - |
| Total des placements directs | 789 008 | 577 891 | 24 637 | 726 227 | 544 303 | 31 442 |
| Fonds | 969 429 | 740 946 | 318 717 | 937 400 | 741 818 | 346 600 |
| Placements de capital de risque | 1 758 437 | 1 318 837 | 343 354 | 1 663 627 | 1 286 121 | 378 042 |

11.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 juin 2018, 24 779 000 actions ordinaires étaient en circulation (24 779 000 au 31 mars 2018).

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

De plus, le total du capital versé, du surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres (tels que les instruments hybrides de capital) ne peut en aucun cas dépasser 4,5 milliards de dollars.

Au cours des trois mois terminés le 30 juin 2018 et de l'exercice terminé le 31 mars 2018, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.



12.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Services-conseils, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) regroupe les activités de l'ancien secteur Plan d'action pour le capital de risque (PACR) avec l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants. Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- **Services-conseils** offre des services de consultation, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement de capital de risque.
- **Programmes incitatifs pour le capital de risque** : PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. PICR fournit du capital de risque à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.
- **La division Technologies propres** effectue des placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

| | BDC | Financement | Services-conseils | Capital de croissance et transfert d'entreprise | Capital de risque | Programmes incitatifs pour le capital de risque | Division Technologies propres |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|---|-------------------|---|-------------------------------|
| Produits d'intérêts | 373 247 | 351 117 | - | 21 889 | - | - | 241 |
| Charges d'intérêts | 56 457 | 54 658 | - | 1 747 | - | - | 52 |
| Produits d'intérêts nets | 316 790 | 296 459 | - | 20 142 | - | - | 189 |
| Profits (pertes) nets réalisés sur les placements | 6 720 | - | - | 6 965 | (245) | - | - |
| Produits de Services-conseils | 6 276 | - | 6 276 | - | - | - | - |
| Frais et autres produits | 12 517 | 5 400 | 20 | 6 261 | 763 | 62 | 11 |
| Produits (pertes) nets | 342 303 | 301 859 | 6 296 | 33 368 | 518 | 62 | 200 |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (36 709) | (36 709) | - | - | - | - | - |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | 39 792 | 24 | - | (9 682) | 29 203 | 20 247 | - |
| Profits (pertes) de change nets | 10 035 | (2 826) | - | 218 | 12 540 | 103 | - |
| Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers | 456 | 456 | - | - | - | - | - |
| Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives | 355 877 | 262 804 | 6 296 | 23 904 | 42 261 | 20 412 | 200 |
| Salaires et avantages du personnel | 98 761 | 72 115 | 12 555 | 8 877 | 4 347 | 224 | 643 |
| Locaux et équipement | 10 864 | 8 753 | 1 079 | 530 | 430 | 24 | 48 |
| Autres charges | 25 242 | 18 145 | 4 341 | 1 296 | 1 214 | 130 | 116 |
| Charges opérationnelles et administratives | 134 867 | 99 013 | 17 975 | 10 703 | 5 991 | 378 | 807 |
| Résultat (perte) net | 221 010 | 163 791 | (11 679) | 13 201 | 36 270 | 20 034 | (607) |
| Résultat (perte) net attribuable : | | | | | | | |
| À l'actionnaire de BDC | 218 978 | 163 791 | (11 679) | 11 685 | 35 754 | 20 034 | (607) |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | 2 032 | - | - | 1 516 | 516 | - | - |
| Résultat (perte) net | 221 010 | 163 791 | (11 679) | 13 201 | 36 270 | 20 034 | (607) |
| Portefeuille des secteurs d'activité au juin 30, 2018 | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG | 525 920 | 525 920 | | | | | |
| Prêts | 24 499 577 | 24 499 577 | | | | | |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN | 8 613 | 8 613 | | | | | |
| Placement de financement subordonné | 1 058 042 | 10 124 | | 1 030 564 | | | 17 354 |
| Placement de capital de risque | 1 758 437 | | | | 1 325 558 | 422 879 | 10 000 |
| Portefeuille total | 27 850 589 | 25 044 234 | - | 1 030 564 | 1 325 558 | 422 879 | 27 354 |
| Engagements non déboursés des secteurs d'activité au juin 30, 2018 | | | | | | | |
| Prêts | 3 139 424 | 3 139 424 | | | | | |
| Titres adossés à des créances mobilières | 367 000 | 367 000 | | | | | |
| Placements | 459 103 | 910 | - | 102 130 | 318 467 | 24 887 | 12 709 |
| Portefeuille total | 3 965 527 | 3 507 334 | - | 102 130 | 318 467 | 24 887 | 12 709 |

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le
30 juin 2017

| | BDC | Financement | Services- conseils | Capital de croissance et transfert d'entreprise | Capital de risque | Programmes incitatifs pour le capital de risque | Division Technologies propres |
|---|-------------------|-------------------|-----------------------|--|----------------------|--|-------------------------------------|
| Produits d'intérêts | 306 440 | 286 389 | - | 20 051 | - | - | - |
| Charges d'intérêts | 20 806 | 19 712 | - | 1 094 | - | - | - |
| Produits d'intérêts nets | 285 634 | 266 677 | - | 18 957 | - | - | - |
| Profits (pertes) nets réalisés sur les placements | (15 214) | - | - | 1 273 | (16 487) | - | - |
| Produits de Services-conseils | 4 478 | - | 4 478 | - | - | - | - |
| Frais et autres produits | 10 408 | 4 678 | 61 | 5 459 | 155 | 55 | - |
| Produits (pertes) nets | 285 306 | 271 355 | 4 539 | 25 689 | (16 332) | 55 | - |
| Dotation à la provision pour pertes de crédit | (43 915) | (43 915) | - | - | - | - | - |
| Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements | 49 636 | (219) | - | (4 042) | 42 647 | 11 250 | - |
| Profits (pertes) de change nets | (17 533) | (2 245) | - | (150) | (15 023) | (115) | - |
| Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers | 660 | 660 | - | - | - | - | - |
| Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives | 274 154 | 225 636 | 4 539 | 21 497 | 11 292 | 11 190 | - |
| Salaires et avantages du personnel | 91 825 | 68 259 | 11 733 | 7 525 | 4 157 | 151 | - |
| Locaux et équipement | 10 175 | 8 122 | 1 056 | 507 | 473 | 17 | - |
| Autres charges | 26 520 | 19 606 | 4 456 | 1 118 | 1 317 | 23 | - |
| Charges opérationnelles et administratives | 128 520 | 95 987 | 17 245 | 9 150 | 5 947 | 191 | - |
| Résultat (perte) net | 145 634 | 129 649 | (12 706) | 12 347 | 5 345 | 10 999 | - |
| Résultat (perte) net attribuable : | | | | | | | |
| À l'actionnaire de BDC | 145 640 | 129 649 | (12 706) | 12 199 | 5 499 | 10 999 | - |
| Aux participations ne donnant pas le contrôle | (6) | - | - | 148 | (154) | - | - |
| Résultat (perte) net | 145 634 | 129 649 | (12 706) | 12 347 | 5 345 | 10 999 | - |
| Portefeuille des secteurs d'activité au juin 30, 2017 | | | | | | | |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG | 495 508 | 495 508 | - | - | - | - | - |
| Prêts | 22 320 509 | 22 320 509 | - | - | - | - | - |
| Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN | 10 228 | 10 228 | - | - | - | - | - |
| Placement de financement subordonné | 916 302 | 6 469 | - | 909 833 | - | - | - |
| Placement de capital de risque | 1 422 087 | - | - | - | 1 082 642 | 339 445 | - |
| Portefeuille total | 25 164 634 | 22 832 714 | - | 909 833 | 1 082 642 | 339 445 | - |
| Engagements non déboursés des secteurs d'activité au juin 30, 2017 | | | | | | | |
| Prêts | 3 068 497 | 3 068 497 | - | - | - | - | - |
| Titres adossés à des créances mobilières | 438 000 | 438 000 | - | - | - | - | - |
| Placements | 479 990 | - | - | 79 887 | 327 695 | 72 408 | - |
| Portefeuille total | 3 986 487 | 3 506 497 | - | 79 887 | 327 695 | 72 408 | - |



13.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale aux termes des garanties s'établit à 44,1 millions de dollars au 30 juin 2018 (45,5 millions de dollars au 31 mars 2018), et les durées actuelles doivent expirer dans un délai de 136 mois (139 mois au 31 mars 2018). Toutefois, l'exposition réelle au 30 juin 2018 est de 33,1 millions de dollars (34,4 millions de dollars au 31 mars 2018).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucun honoraire n'a été reçu initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 30 juin 2018 et au 31 mars 2018 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

14.

Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2018, BDC a 20 604 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 497 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances (20 480 millions de dollars de billets à court terme et aucun billet à long terme au 31 mars 2018).

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018, BDC a enregistré des charges d'intérêts relatives aux emprunts auprès du ministre des Finances, charges qui s'élèvent à 58,4 millions de dollars, comparativement à 21,4 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

De plus, aucun emprunt auprès du ministre des Finances n'a été racheté au cours des trois premiers mois respectifs des exercices 2019 et 2018.

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC